

Hooke, A.W. (Ed.), *The Fund and China in the International Monetary System*. Washington (D.C.) International Monetary Fund, 1983, 197 p.

Marie Lavigne

Volume 16, Number 1, 1985

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701823ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701823ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lavigne, M. (1985). Review of [Hooke, A.W. (Ed.), *The Fund and China in the International Monetary System*. Washington (D.C.) International Monetary Fund, 1983, 197 p.] *Études internationales*, 16(1), 193–195.  
<https://doi.org/10.7202/701823ar>

dex, et de photographies. Il s'agit d'un ouvrage qui fera autorité.

Jean-Pierre THOUZEZ

*Département de géographie  
Université de Montréal*

HOOKE, A.W. (Ed.), *The Fund and China in the International Monetary System*. Washington, (D.C.) International Monetary Fund, 1983, 197 p.

L'ouvrage contient les actes d'un colloque organisé conjointement par la Banque populaire de Chine et le Fonds Monétaire International, les 20-28 octobre 1982. L'objectif du colloque était de promouvoir une meilleure compréhension entre le Fonds et le système monétaire et financier chinois. La Chine a en effet repris sa place au Fonds en 1980, et est aujourd'hui la septième puissance économique parmi les membres du Fonds en termes de produit intérieur brut. La seule expérience que possède le FMI d'économies centralement planifiées est celle de l'Europe de l'Est. La Chine pose des problèmes différents et spécifiques, liés à sa dimension, à son état de sous-développement, à l'ampleur de son programme de modernisation.

On peut distinguer les communications présentées en deux groupes. Le premier comprend les contributions d'experts du Fonds, qui analysent l'évolution de l'institution et de son rôle depuis les accords de Bretton Woods. Le second se compose des contributions des spécialistes chinois sur leur vision de l'Ouest et sur l'économie chinoise.

Aucune des contributions ne traite des rapports entre le Fonds et la Chine. On peut rappeler que la Chine est entrée au Fonds en avril 1980, « relevant » la pancarte de Taiwan, de la même manière qu'elle s'était substituée à Taiwan dans d'autres organisations internationales.

Les représentants du Fonds (Azizali Mohamed, directeur du Département des relations extérieures; W. Wood, directeur du Département de la recherche; A.W. Hooke, « edi-

tor » du Département des relations extérieures; M. Guittian, conseiller au Département des échanges et du commerce; P. Narvekar, directeur-adjoint du Département d'Asie; R. Familton, trésorier-adjoint; L. Van Houtven, secrétaire) ont discuté essentiellement deux questions, si l'on met à part les exposés à caractère informatif sur le fonctionnement du Fonds.

La première est le rôle du Fonds dans les politiques économiques d'ajustement et stabilisation appliquées à la suite de déséquilibres graves de la balance des paiements. La Chine n'est pas concernée puisque c'est un crédeur net, mais du point de vue du Fonds c'est une préoccupation essentielle, surtout compte tenu de l'énorme dette accumulée du Tiers Monde et du processus de rééchelonnement en cours. « Le fait qu'aucun pays développé n'ait tiré sur le Fonds depuis 1978 autorise à se demander si le Fonds ne se transforme pas en une Agence de financement du développement » (A. Mohammed, p. 15); sans doute est-ce là une perspective beaucoup plus réaliste que celle qui voit dans le Fonds une amorce de « Banque centrale mondiale » (p. 54), et les experts du Fonds ont souligné que l'évolution de l'institution vers la fonction de banque était peu vraisemblable.

Les experts du Fonds ont longuement évoqué, dans plusieurs interventions, les caractéristiques des politiques que le Fonds recommande, en échange de l'octroi de ses « facilités » ou droits de tirage. L'accès des membres du Fonds aux ressources de celui-ci a été considérablement élargi depuis la crise; la liste de ces facilités est détaillée et expliquée (p. 145). Les programmes d'ajustement, contrairement à une vue répandue, ne sont pas exclusivement des propositions de pays « riches » pour des pays « pauvres » (L. van Houtven explique, p. 37, le rôle croissant, dans le processus de décision, du groupe des « 24 », émanation des « 77 », à partir de 1971). Mais les pays en développement représentent 40% des voix, et comme la minorité de blocage est de 50%, ces pays ne pourraient, même unis, contrecarrer le poids des pays développés (p. 52).

Il reste que les programmes d'ajustement correspondent implicitement à un ensemble défini de conceptions théoriques. En premier lieu ils supposent que les pays concernés sont des économies de marché. Les spécificités des économies planifiées ne sont pas prises en compte. En particulier, on ignore le fait que dans de telles économies le concept de « besoins de la balance des paiements » est spécifique dans la mesure où les déséquilibres de cette balance résultent généralement d'actions planifiées voulues (M. Guittian, p. 108). On ne peut s'empêcher de supposer que le rapporteur songeait ici au cas de la Pologne, candidate au Fonds en 1981, de la Roumanie et de la Hongrie, la première ayant adhéré au Fonds en 1972, la seconde en 1982 à peine trois mois avant le terme du colloque. D'autres caractéristiques ne sont pas prises en compte, ainsi le fait que la régulation de la demande finale est réalisée par des moyens directs autant qu'indirects. Inversement l'action sur l'offre par des stimulants de marché, et en particulier par les prix, n'est nullement garantie. Doit-on alors mettre en question le modèle de base d'ajustement tel que le recommande le Fonds? Ce modèle, fondamentalement monétariste et par là-même déflationniste (cf. A.W. Hooke, p. 175) se décompose, pour simplifier, en deux volets. Il comporte d'abord une action sur la demande agrégée, impliquant une diminution des dépenses publiques (et/ou un accroissement des rentrées fiscales), et une politique de taux d'intérêt élevés. Du côté de l'offre, le second volet comprend plusieurs variables: l'action par les prix (réduction de subventions, politique de « vérité des prix »), la dévaluation de la monnaie nationale (pour stimuler la production d'exportation et diminuer l'importation), la hausse du taux d'intérêt (encourageant l'épargne et contribuant à relever l'efficacité de l'investissement). Aucun de ces ajustements ne convient à vrai dire à une économie centralement planifiée. Les « réussites » enregistrées jusqu'ici (et dont il n'est jamais question au cours de ce colloque) concernent la Roumanie et la Hongrie, qui toutes deux ont effectivement pratiqué la politique déflationniste voulue par le Fonds, mais du point de vue des résultats et non des moyens, spécialement dans le cas de la Roumanie; ici

la compression de la demande intérieure, par exemple, a été obtenue par une violente politique de rationnement (d'alimentation, d'énergie) et non par des moyens sophistiqués de régulation indirecte qui eussent été impraticables.

L'autre caractéristique des programmes du Fonds est qu'ils sont destinés à des pays en développement, alors qu'ils correspondent aux mécanismes de pays développés. La coopération de fait entre le Fonds et la Banque Mondiale peut atténuer les inconvénients de cette situation, et l'on peut d'ailleurs voir que le Fonds s'intéresse de plus en plus aux politiques structurelles à long ou moyen terme qui sont le domaine traditionnel d'expertise de la Banque (pp. 127-130).

Le second point important à avoir retenu l'attention des participants au colloque est l'avenir des DTS. La discussion sur ce point a fait apparaître un certain pessimisme: « on espérait que les DTS pourraient devenir un jour le principal actif de réserve du système. De toute évidence, ce n'est pas le cas, même si un jour il pourrait en être ainsi » (p. 140). Il est clair que les experts du Fonds souhaitent une telle évolution. Il est clair aussi qu'en personnes réalistes, ils ne s'attendent pas à des résultats spectaculaires.

Les économistes chinois (Luo Yuansheng, professeur à l'Institut d'économie et politique mondiale, et Hong Junyan, professeur à l'Université de Pékin) ont évoqué d'abord la situation de l'économie mondiale. Pour Hong Junyan la crise actuelle commence en 1979, et se caractérise par la trinité récession-inflation-chômage; on notera que sur le même sujet W. Hood du FMI ajoute une caractéristique supplémentaire, le déséquilibre des balances de paiement. Les causes de la crise sont à rechercher selon l'expert chinois dans les contradictions internes du capitalisme (baisse de l'investissement succédant à la hausse d'après-guerre, effets de la libération du Tiers Monde entraînant restructuration des prix mondiaux, effondrement du système de Bretton Woods et...effets désastreux des politiques keynésiennes interventionnistes de l'après-guerre). Les perspectives sont pessi-

mistes: même s'il y a des phases de modeste relance, les économies capitalistes sont vouées à la stagflation.

La présentation de l'économie chinoise, très descriptive, commente la nouvelle stratégie de développement appliquée depuis 1979, et insiste sur l'insertion croissante du pays dans la division internationale du travail (notamment à travers la mise en valeur de ses immenses ressources énergétiques).

L'ouvrage a quelque peu le caractère d'un « dialogue de sourds », ou plutôt d'un double monologue. Les deux partenaires, Chine et Fonds, exposent leurs vues et se présentent, avec un souci discret mais évident d'autojustification. On peut regretter qu'ils n'aient pas évoqué directement leurs interactions; ce n'était pas la règle du jeu. Tel quel, le recueil est intéressant, notamment sur les pratiques et conceptions actuelles du Fonds.

Marie LAVIGNE

*Université de Paris I  
Panthéon Sorbonne*

## UNION SOVIÉTIQUE

BLASIER, Cole, *The Giant's Rival: The URSS and Latin America*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press. Coll. « Pitt Latin American Series », 1983, 232 p.

Cet ouvrage d'un politiste, soviétologue spécialisé sur les questions d'Amérique latine (à moins que ce ne soit l'inverse, comme il le dit plaisamment dans sa préface!), se lit avec un intérêt soutenu. La question fondamentale, posée dans le texte, est la suivante: l'URSS menace-t-elle les intérêts américains en Amérique latine par une expansion de ses relations diplomatiques, politiques, économiques et culturelles dans une zone traditionnellement considérée comme le fief des États-Unis? La thèse de l'auteur est que le gouvernement américain commet un véritable contresens par méconnaissance des attitudes soviétiques vis-à-vis de cette zone; il est obnubilé par l'obses-

sion des gains d'influence que l'URSS est susceptible – et désireuse – d'y réaliser, alors qu'il devrait chercher à renforcer ses liens avec l'Amérique latine sans s'obstiner à vouloir à tout prix contrer les relations réelles ou supposées de l'URSS. En conclusion, l'auteur suggère à son propre gouvernement trois règles de comportement:

- les États-Unis devraient plutôt empêcher les Soviétiques d'acquérir des positions militaires nouvelles dans l'hémisphère latino-américain;
- mais ils ne devraient pas intervenir unilatéralement et militairement dans un pays latino-américain; le gouvernement des États-Unis doit certes chercher à éviter qu'un pays donné (Nicaragua par exemple) devienne exclusivement dépendant de l'URSS pour son armement, mais le risque est faible!
- les États-Unis devraient s'interdire de vouloir déterminer les actions de la direction politique des États latino-américains, que ce soit par des moyens militaires ou économiques. La plupart des gouvernements de ces pays ne sont pas pro-soviétiques. L'intervention américaine n'a pour effet que de constituer un front d'opposition aux politiques des États-Unis, et sert ainsi les intérêts soviétiques.

L'ouvrage arrive à ces conclusions à partir d'un tableau général, dans l'espace et dans le temps, des relations soviéto-latino-américaines, avec une mention particulière pour Cuba. L'idée qui s'en dégage est que les Soviétiques ont beaucoup mieux réussi sur le plan militaire, politique et diplomatique (très largement en raison des erreurs des États-Unis) que sur le plan économique. Pourtant les relations économiques sont dominées par des intérêts significatifs des deux côtés. Parmi ceux-ci, on peut citer, du côté soviétique, l'approvisionnement en céréales (là encore, l'embargo céréalière anti-soviétique des États-Unis a fortement contribué à renforcer les liens entre l'Argentine et l'URSS); du côté latino-américain, le souci de diversifier les fournisseurs ainsi que les avantages offerts par l'URSS en matière de coopération, spécialement dans le domaine énergétique. Mais l'URSS a deux grands problèmes insolubles: Cuba lui coûte très cher (et pourtant l'aide soviétique suffit tout juste à maintenir Cuba la